



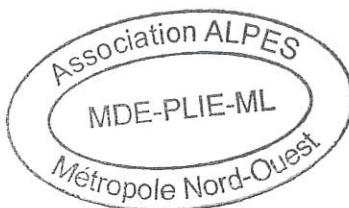
KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association Alliance pour l'Emploi et la Solidarité

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Association Alliance pour l'Emploi et la Solidarité
48 Avenue du Parc 59130 LAMBERSART

Lambert
le 18 mars 2025



Nicolas LE NEINDRE
Président

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association Alliance pour l'Emploi et la Solidarité

48 Avenue du Parc 59130 LAMBERSART

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'association Alliance pour l'Emploi et la Solidarité,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Alliance pour l'Emploi et la Solidarité relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Informations relatives au compte de résultat – les subventions d'exploitation » de l'annexe expose notamment les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance du revenu en détaillant les montants de subventions employés sur l'exercice et les montants reportés sur l'exercice suivant.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 6 mars 2025

KPMG SA

Maxime BRION

Commissaire aux Comptes



**Maison De l'Emploi, PLIE
et Mission Locale
Métropole Nord-Ouest**

COMPTES ANNUELS

Bilan

Compte de résultat

Annexe

Exercice clos le 31 décembre 2024

ASSOCIATION ALPES

BILAN AU 31/12/2024

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 682	1 118	1 565	2 459
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels, autres immobilisations	208 028	191 009	17 018	24 217
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	352		352	352
TOTAL (I)	211 062	192 127	18 935	27 027
COMPTES DE LIAISON (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients usagers et comptes rattachés	10		10	1 993
Créances financeurs	700 530		700 530	703 063
Autres	18 023		18 023	15 258
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	2 605 455		2 605 455	2 705 878
Charges constatées d'avance	7 305		7 305	11 494
TOTAL (III)	3 331 322	0	3 331 322	3 437 686
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	3 542 384	192 127	3 350 257	3 464 713

ASSOCIATION ALPES

BILAN AU 31/12/2024

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	326 479	135 524
Autres	114 887	114 887
Report à nouveau	1 662 479	1 662 479
Excédent ou déficit de l'exercice	20 335	190 955
Situation nette (sous-total)	2 124 181	2 103 846
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	2 124 181	2 103 846
COMPTES DE LIAISON (II)		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	4 077	14 250
TOTAL (III)	4 077	14 250
PROVISIONS		
Provisions pour risques	38 000	53 841
Provisions pour charges	221 885	171 488
TOTAL (IV)	259 885	225 329
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	97 768	141 348
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	528 262	486 614
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	19 456	107 957
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	316 629	385 371
TOTAL (V)	962 115	1 121 289
Ecart de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	3 350 257	3 464 713

ASSOCIATION ALPES
COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 101 689	3 244 331
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	67 115	50 618
Utilisations des fonds dédiés	14 250	
Autres produits	17 283	17 478
TOTAL I	3 200 336	3 312 427
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	247 756	249 564
Aides financières	268 151	305 661
Impôts, taxes et versements assimilés	176 574	165 481
Salaires et traitements	1 876 522	1 728 674
Charges sociales	725 578	672 354
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	15 429	22 163
Dotations aux provisions	15 898	18 872
Reports en fonds dédiés	4 077	14 250
Autres charges		
TOTAL II	3 329 984	3 177 019
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-129 648	135 408
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	95 842	49 854
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	95 842	49 854
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	0	0
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	95 842	49 854
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-33 806	185 262

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	132 817	17 052
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	132 817	17 052
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	10 297	11 360
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	34 499	
TOTAL VI	44 796	11 360
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	88 021	5 692
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	33 880	0
Total des produits (I+III+V+IX)	3 428 995	3 379 333
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	3 408 660	3 188 379
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	20 335	190 955
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	103 453	98 384
Bénévolat		
TOTAL	103 453	98 384
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	103 453	98 384
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL	103 453	98 384

ANNEXE

Exercice clos le 31 décembre 2024

**ALliance Pour l'Emploi et la Solidarité
Maison de l'Emploi, PLIE et Mission Locale
Métropole Nord-Ouest**

48, avenue du Parc – BP 60115
59832 LAMBERSART Cedex

SOMMAIRE

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	2
FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE.....	2
EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE.....	2
DEROGATIONS, MODIFICATIONS AUX PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES.....	2
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2
DESCRIPTION DE L'ACTIVITE	2
OBJET SOCIAL	2
NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES.....	3
MOYENS MIS EN OEUVRE	4
INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN	5
BILAN ACTIF	5
• Immobilisations corporelles et incorporelles. Amortissements pour dépréciation.	5
• Actif circulant – Classement par échéance.	5
BILAN PASSIF	6
• Variation des fonds propres	6
• Etat des dettes	6
• Provisions pour risques et charges	6
• Variation des fonds dédiés.....	7
• Produits constatés d'avance	7
INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	8
• Les subventions d'exploitation	8
• Résultat exceptionnel.....	9
• Effectif	9
• Mises à disposition et contributions volontaires en nature	9
• Actions du PLIE.....	9
AUTRES INFORMATIONS.....	9
• Rémunérations et avantages des dirigeants bénévoles ou salariés	9
• Engagements hors bilan	9

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016 modifiant le règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général :

- . Image fidèle,
- . Régularité, sincérité,
- . Prudence,
- . Permanence des méthodes,
- . Coûts historiques,
- . Continuité d'exploitation.

D'autre part, l'association a pris en compte les adaptations au plan comptable général contenues dans le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les modèles de comptes annuels (bilan, compte de résultat et contenu de l'annexe) sont définis par le règlement ANC n°2018-06 qui fixe des règles d'établissement et de présentation.

L'annexe est établie conformément aux dispositions du PCG (annexe de base) sous réserve des dispositions spécifiques prévues dans le règlement ANC n°2018-06.

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

Néant

DEROGATIONS, MODIFICATIONS AUX PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Néant

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La provision pour « indemnités de départ à la retraite », qui existait déjà dans les comptes au 31/12/2023, a été ajustée au 31/12/2024 de + 15 898 €, et s'élève fin 2024 à 187 386 € dans les comptes de l'association.

Une provision pour « risque prud'homal », constituée initialement en 2021 pour un montant de 53 841 €, a été ajusté au 31/12/2024 et son montant est désormais de 38 000 €.

Un litige portant sur une salariée en arrêt de travail depuis 2016 fait l'objet d'un recours devant le Tribunal Judiciaire de Lille. Au 31/12/2024, le montant global de l'enjeu financier n'a pas été évalué par la demanderesse. Par ailleurs, la MAIF confirme la prise en charge des frais liés à un éventuel jugement.

Une provision pour travaux d'un montant de 34 499 € correspondant à des travaux à réaliser en 2025 sur l'antenne de Marcq-en-Barœul est constituée au 31/12/2024.

DESCRIPTION DE L'ACTIVITE

OBJET SOCIAL

L'association a pour objet :

- D'être le support juridique de la Maison de l'Emploi Métropole Nord-Ouest, régie par :
 - La Loi du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du Service Public de l'Emploi.
 - Le cahier des charges qui lui est applicable.
 - La convention pluriannuelle signée avec l'Etat.

- D'être le support juridique du Plan Local pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi (dénommé "PLIE Métropole Nord-Ouest").

Ce PLIE a pour finalité de faciliter l'insertion sociale et professionnelle des personnes éloignées du marché du travail.

- D'être le support juridique de la Mission Locale (dénommée "ML MNO").

La Mission Locale Métropole Nord-Ouest a pour mission principale : l'accueil, l'information, l'orientation et le suivi des jeunes de 16 à 25 ans, ainsi que la promotion, l'animation et le développement d'actions en matière de formation, d'accès à l'emploi, de citoyenneté et de vie quotidienne.

- De participer, d'animer, de coordonner et de financer le cas échéant, en fonction des subventions mobilisées à cet effet, tous projets, études et actions de nature à favoriser l'insertion des publics résidant sur son territoire d'intervention.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES

La Maison de l'Emploi Métropole Nord-Ouest coordonne les stratégies territoriales de l'emploi autour de 2 axes principaux :

- Participer au développement de l'anticipation des mutations économiques : elle mène des actions de coordination et d'informations spécialisées à destination des acteurs locaux, institutionnels et économiques afin de leur permettre de mieux anticiper les mutations économiques sur le territoire concerné. Elle peut assurer l'animation, la coordination et la mise en œuvre des actions en matière de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences Territoriales, en coordination avec les autres opérateurs du Service Public de l'Emploi (Appui RH aux entreprises et notamment aux TPE).
- Contribuer au développement local de l'emploi : elle coordonne et fluidifie la transmission d'informations et les relations entre les acteurs sur le territoire. Cette action de coordination et de mise en œuvre, dans le respect des compétences de chacun des acteurs, peut intervenir dans des champs extrêmement divers en matière de développement local : aide à la création et reprise d'entreprises, appui à la création de commerces et de services de proximité, animation territoriale multisectorielle, responsabilité sociale des entreprises, promotion et facilitation de la clause sociale...

La Mission Locale Métropole Nord-Ouest a pour mission de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans :

- Repérage
- Accueil
- Information
- Orientation
- Accompagnement
- Mobilisation des mesures liées à l'insertion, la formation et l'emploi
- Aide à la résolution de problèmes périphériques (santé, justice, ressources, logement, mobilité, citoyenneté...).

Le PLIE Métropole Nord-Ouest a pour mission de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des participants :

- Assurer un accompagnement renforcé et individualisé des participants par des conseillers référents.

- Construire des parcours d'insertion professionnelle avec comme objectif l'emploi (d'au moins 6 mois) et/ou la validation d'une formation professionnelle reconnue.

La zone géographique couverte par l'association est le territoire Métropole Nord-Ouest composé de huit communes regroupées au sein du SIVOM Alliance Nord-Ouest (Lompret, Marcq-en-Baroeul, Marquette, Pérenchies, Quesnoy-sur-Deûle, Saint-André, Verlinghem, Wambrechies) et des communes de La Madeleine et de Lambersart.

MOYENS MIS EN OEUVRE

Pour réaliser son objet social, l'association organise sa gouvernance autour de trois organes : le Bureau, le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale. Les attributions et les compétences de chaque organe sont définies dans les statuts.

L'association peut recevoir toutes ressources autorisées par la Loi, en particulier les subventions de l'Etat, des Collectivités Locales et Territoriales et de l'Union Européenne. Les ressources de l'association sont essentiellement des subventions publiques liées à la politique de l'emploi.

Pour atteindre ses objectifs et réaliser ses missions, l'association s'appuie sur des salariés permanents : 51 salariés qui représentent 50.40 ETP au 31/12/2024.

L'association comporte 3 établissements, le siège social à Lambersart, et deux antennes à Marcq-en-Barœul et à La Madeleine, qui lui permettent d'avoir une bonne couverture territoriale pour accueillir ses usagers.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

BILAN ACTIF

- Immobilisations corporelles et incorporelles. Amortissements pour dépréciation.

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Logiciel	Linéaire	1 à 3 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 ans
Agencements et aménagements	Linéaire	3 à 5 ans

Le montant des acquisitions de l'année 2024 s'élève à 7 337 €.

- Actif circulant – Classement par échéance.

Toutes les créances sont exigibles à moins d'un an.

Les subventions à recevoir sont principalement constituées :

Au titre de la MDE :

23 000 € de la MEL au titre de l'exercice 2024
2 000 € de la Ville de La Madeleine au titre de l'exercice 2024
2 960 € de la Ville de Lambersart au titre de l'exercice 2024

Au titre de la Mission Locale :

8 845 € de l'Etat - Parrainage au titre de l'exercice 2024
248 500 € de l'Etat - CPO au titre de l'exercice 2024
89 915 € du Conseil Régional (fonctionnement) au titre de l'exercice 2023
92 521 € du Conseil Régional (fonctionnement) au titre de l'exercice 2024
6 011 € de la Ville de La Madeleine au titre de l'exercice 2024
7 156 € de la Ville de Lambersart au titre de l'exercice 2024
23 600 € de Lille Avenirs au titre de l'exercice 2024

Au titre du PLIE :

21 010 € du Conseil Régional au titre de l'exercice 2024
40 580 € du Conseil Départemental au titre de l'exercice 2024
126 792 € du FSE+ au titre de l'exercice 2024
3 403 € de la Ville de La Madeleine au titre de l'exercice 2024
4 236 € de la Ville de Lambersart au titre de l'exercice 2024

Les autres créances sont constituées principalement pour 6 801 € d'un excédent de versement sur la taxe sur les salaires de l'année 2024.

Les charges constatées d'avance concernent uniquement des charges d'exploitation.

BILAN PASSIF

- Variation des fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	0				0
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Réserves	250 412	190 955			441 367
Report à nouveau	1 662 479				1 662 479
Excédent ou déficit de l'exercice	190 955	- 190 755	20 335		20 335
Situation nette	2 103 846	0	20 335		2 124 181
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	2 103 846	0	20 335		2 124 181

Lors de l'affectation du résultat comptable 2023, il a été décidé d'affecter 49 580 € dans la réserve « Fonds d'Aide aux Adultes » et 160 203 € dans la réserve « Fonds d'Aide aux Jeunes », et de déduire 2 814 € de la réserve « Fonds d'Aide aux Adultes », et 16 014 € de la réserve « Fonds d'Aide aux Jeunes ».

- Etat des dettes

Toutes les dettes sont exigibles à moins d'un an.

- Provisions pour risques et charges

Une provision de 187 386 € pour « Indemnités de départ à la retraite » est constatée au bilan 2024.

Les hypothèses reprises pour le calcul de cette provision sont les suivantes :

Détermination en fonction de la Convention Collective des Missions Locales,

Age de la retraite à 63 ans,

Évolution de salaire annuelle de 3.50%,

Taux d'actualisation de 3.70%,

Taux de charges sociales de 45.78%,

Taux de turn over de 7.92% jusqu'à 50 ans puis 0% au-delà.

Une provision pour « risque prud'homal » est constituée au 31/12/2024 pour un montant de 38 000 €.

Une provision pour travaux est constituée au 31/12/2024 pour un montant de 34 499 €.

- Variation des fonds dédiés

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DÉDIÉS

Variation des fonds dédiés issue de :	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation MEL 2023 - Dispositif Mobilité	14 250		14 250			0	
Subventions d'exploitation MEL 2024 - Dispositif Mobilité		4 077				4 077	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	14 250	4 077	14 250			4 077	

Le montant inscrit en fonds dédiés au 31/12/2024 correspond à la partie de la subvention MEL non utilisée en 2024 pour un montant de 4 077 €.

- Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance concernent principalement :

Une subvention de la DREETS / « Contrat d'Engagement Jeune » (CEJ) pour un montant de 300 896 €.

Une subvention de Lille Avenirs pour un montant de 15 733 €.

INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

- Les subventions d'exploitation

N° de compte	Financier	Affectation	Période	Fonds dédiés ou PCA N - 1	Employé 2024	Fonds dédiés ou PCA N
740 002	FSE + - SAG	PLIE	2024		83 832	
740 002	FSE + - ARP	PLIE	2024		42 960	
741 001	Conseil Régional HDF CPO Fonctionnement	ML	2024		92 521	
741 002	Conseil Régional HDF Fonctionnement	PLIE	2024		30 015	
741 102	Conseil Départemental du Nord	PLIE	2024		202 900	
741 110	DREETS HDF CPO Fonctionnement	MDE	2024		30 935	
741 111	DREETS HDF CPO Fonctionnement	ML	2024	385 371	1 655 073	300 896
741 111	DREETS HDF Parrainage	ML	2024		17 690	
741 131	AREFIE ERASMUS	ML	2024		8 101	
741 132	LILLE AVENIRS ATTA	ML	2024-2025		7 867	15 733
741 140	ASP Service Civique	ML	2024		22 057	
741 150	FRANCE TRAVAIL	ML	2024		75 866	
741 160	ARS HDF	ML	2024		5 537	
741 200	SIVOM	MDE/ML/PLIE	2024		449 000	
741 400	La Madeleine	MDE/ML/PLIE	2024		114 142	
741 500	Lambersart	MDE/ML/PLIE	2024		143 520	
741 600	MEL	MDE	2024	14 250	125 174	4 077
741 601	MEL	ML	2024		4 673	
TOTAL				399 621	3 111 863	320 706

- **Résultat exceptionnel**

Il s'élève à + 88 021 € et est composé principalement de produits et de charges sur exercices antérieurs, dont en particulier :

- L'annulation d'une dette d'un montant total de 15 418€ auprès d'un opérateur du PLIE suite à la prescription de la dette ;
 - L'annulation d'une dette d'un montant de 94 063€ correspondant à un risque de remboursement d'une partie de la subvention accordée à la Maison de l'Emploi lors du premier conventionnement avec le Ministère du travail ;
 - La constitution d'une provision pour travaux pour un montant de 34 499 €.
- **Effectif**

L'effectif au 31 décembre 2024 était de 51 salariés (50.40 ETP).

- **Mises à disposition et contributions volontaires en nature**

La mise à disposition des locaux de la Maison de l'Emploi par la Ville de Lambersart pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 s'élève à 52 432 €.

La mise à disposition des locaux de l'antenne de la Mission Locale à La Madeleine pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 s'élève à 26 784 €.

La mise à disposition des locaux de l'antenne de la Mission Locale et de la Maison de l'Emploi à Marcq-en-Barœul pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 s'élève à 24 237 €.

Ces mises à disposition sont enregistrées au pied du compte de résultat dans les rubriques de contributions volontaires en nature.

- **Actions du PLIE**

La part des actions du PLIE MNO non comptabilisée dans les livres de l'association (FSE géré par la Plateforme de Gestion des PLIE de la Métropole Lilloise et du Douaisis) représente 75 920 € en 2024.

AUTRES INFORMATIONS

- **Rémunérations et avantages des dirigeants bénévoles ou salariés**

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations brutes et avantages versé aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 178 073 € en 2024.

- **Engagements hors bilan**

Afin d'accompagner le rétablissement de l'équilibre financier de l'association Plateforme de Gestion des PLIE de la Métropole Lilloise et du Douaisis, l'association ALPES a procédé à un apport en fonds associatifs avec un droit de reprise d'un montant de 4 283 € en date du 1^{er} décembre 2023 à l'association Plateforme de Gestion des PLIE de la Métropole Lilloise et du Douaisis. L'apport en fonds associatifs avec droit de reprise est d'une durée minimum de 5 années.

